

TIMOR *clips*

NUMERO 5 - NOVEMBRE 1993

BULLETIN D'INFORMATION SUR TIMOR-ORIENTAL

LA PAIX PLUS PROCHE

Deux ans se sont passés sur le massacre d'une foule de timorais par les troupes indonésiennes au cimetière de Santa Cruz. C'était la dernière grande tuerie perpétrée sur l'île par l'occupant javanais. Cela fait maintenant presque vingt ans que l'occupation dure mais le climat change petit à petit.

Des puissances autrefois alliées du dictateur Suharto, comme les Etats-Unis ou le Japon, changent de position. L'embargo militaire contre Djakarta est décrété à Washington. A Tokyo, le nouveau gouvernement reconnaît le droit du peuple de Timor à l'autodétermination.

Plus près de nous, la Belgique suspend la coopération avec Djakarta.

Et à Djakarta même - car, ne l'oublions pas, la libération du peuple timorais sera certainement un élément de la libération de tous les peuples soumis à la dictature des seigneurs de Java - le régime montre ses premières petites fissures.

Certes, la résistance timoraise a essuyé un coup très dur cette année avec l'arrestation de deux de ses dirigeants. Mais elle persiste, et Konis Santana, le nouveau chef du maquis, a fait parvenir de Timor des messages qui démontrent la détermination de ceux qui poursuivent la lutte.

L'évêque de Dili, par ailleurs, a récemment fait ses déclarations les plus courageuses devant des parlementaires suédois.

Même si le chemin parcouru est très court, on peut dire que la paix approche.

Des parlementaires suédois visitent Timor

L'île-prison

Trois parlementaires suédois ont visité Timor au mois de septembre. À la fin de leur visite, le député Hans Goran Franck s'est déclaré favorable à un embargo sur les ventes d'armes à l'Indonésie, jusqu'à ce que le problème de l'autodétermination de Timor soit résolu. Un autre député, Ingela Martensson, a affirmé que "les Timorais vivent sous le contrôle permanent des autorités militaires. Malgré l'étroite surveillance des autorités de Djakarta, les députés ont pu se rendre compte de l'oppression qui règne à Timor. D. Ximenes Belo, l'évêque de Dili, en particulier, a impressionné vivement les parlementaires. De retour à Stockholm, les députés ont décidé d'engager des démarches en vue de sa candidature au prix Nobel de la Paix 1994. Un interview de Ximenes Belo à un journaliste suédois a eu un grand retentissement, aussi bien en Suède qu'en Portugal.

⇒ page 5

Xanana Gusmão transféré à Java

Le dirigeant de la résistance timoraise, Xanana Gusmão a été transféré, le 11 août dernier, de la prison de Dili vers un établissement pour criminels de droit commun, à Java.

Ce transfert, contraire à la Convention de Genève de 1949, rend presque impossible tout contact avec ses familiers.

Le chef de l'Etat-major indonésien, Général Mantiri, a concédé que Xanana avait fait la grève de la faim pendant deux semaines afin de protester contre ces atteintes à ses droits et à sa dignité.

Ces faits sont intervenus après que Su-

harto ait annoncé, au mois de juillet, une réduction de peine pour le dirigeant guérillero. La prétendue «clémence» de Suharto n'était donc qu'un geste cosmétique destiné à faire passer le souvenir désastreux du procès contre Xanana, qui avait provoqué une pluie de critiques contre le régime indonésien.

Nous sommes toujours sans nouvelles de deux autres dirigeants du maquis timorais arrêtés par les autorités de Djakarta, Mau Huno et Mau Hudo.

D'un autre côté, l'évêque de Dili, D. Ximenes Belo, a dénoncé près d'une

LE RAPPORT D'AMNESTY

page 3

SUHARTO NE PASSERA PAS EN STOEMELINGS

page 2

... et aussi les EUA, le Japon, etc.

page 6

SOLIDARITÉ AU CANADA

Le groupe canadien ETAN - East Timor Action Network, a organisé la partie canadienne de la tournée d'information des 5 jeunes Timorais, commencée aux EUA.

Parmi d'autres campagnes et actions, on doit relever une grève de la faim de 50 heures à Vancouver et le soutien à la participation de l'activiste et musicien Timorais Ágio Pereira, qui a chanté au Vancouver Folk Music Festival.

Aussi, à Toronto, une autre grève de la faim de 5 jours a été organisée devant les bureaux de Barbara McDougall, ministre des Affaires Étrangères, pour protester contre la sentence imposée à Xanana Gusmão. Cette action se ralliait à une chaîne d'actions semblables qui ont eu lieu en Angleterre, au Portugal, aux Pays-Bas et en Irlande.

L'ETAN a lancé une campagne de boycott des chaussures Bata, un des plus importants investisseurs canadiens en Indonésie.

□

JAPON. L'organisation "Coalition Japonaise pour Timor-oriental Libre" a distribué un appel aux dirigeants des nations du Groupe des 7 (les pays les plus industrialisés du monde) à la veille de leur réunion à Tokyo les 7 et 9 juillet. Dans cet appel, il est demandé de cesser les fournitures d'armes à l'Indonésie. L'organisation japonaise rappelle que le régime de Suharto a débuté par un bain de sang qui a coûté la vie à environ un million de personnes et que l'invasion de Timor a été suivie par la mort de plus de 200 mille Timorais (un tiers de la population).

□

Des ONG D'ASIE soutiennent la cause de Timor. Plusieurs organisations de défense des droits de l'homme se sont réunies à Bangkok au mois d'avril pour débattre de la position à adopter pendant la Conférence Mondiale, à Vienne. Dans cette réunion plus de 100 ONG ont déclaré leur soutien à l'autodétermination de Timor. La question de Timor devient ainsi pour la première fois une question régionale pour les organisations asiatiques. (in Newsletter, édité par ETAN/Canada)

□

A LONDRES, plusieurs organisations pro-Timor ont manifesté (11 juin) contre la vente à l'Indonésie de 24 avions Hawk. Le député Nick Harvey qui participait à cette action s'est déclaré "choqué par un accord aussi immoral".

Des parlementaires belges et européens se penchent sur Timor

Pour une politique claire envers l'Indonésie

Des députés belges et européens et des représentants de plusieurs organisations non gouvernementales se sont entretenus, le 9 novembre, à Bruxelles, de la situation à Timor-Oriental et se sont accordés sur la nécessité de resserrer leurs liens pour mieux aborder cette question dans le futur.

Cette réunion d'information s'est tenue à l'initiative de Denis Grimberghs, Jean-Pierre Viseur, députés, et Suzette Verhoeven, sénateur, ainsi que de SOS Timor, et a permis de rassembler des députés de presque toutes les tendances.

Dans l'invitation à la réunion les trois parlementaires belges rappelaient:

"A l'heure où aux Etats-Unis des initiatives sont prises par Bill Clinton pour exiger du Gouvernement indonésien des garanties quant au respect du droit international et des droits de l'homme, nous pensons qu'il est important que les parlementaires nationaux des pays européens soient bien informés de la situation du Timor Oriental."

Fernando Morán, président de l'Inter-groupe Parlementaire du PE pour Timor-Oriental a rappelé qu'en 1975, le territoire a été occupé illégalement par les troupes de Djakarta et que l'ordre juridique des Nations unies ne permet pas, en ce moment, son intégration en Indonésie.

Seul un acte souverain du peuple de Timor-Oriental pourrait en décider.

L'argument si souvent invoqué par l'Indonésie et selon lequel les partis timorais auraient, après l'occupation, "demandé" l'intégration, ce que nient les intéressés, n'a aucune valeur.

Pour que le peuple de Timor puisse accepter la domination de Djakarta, il faudrait donc qu'il soit indépendant.

Liem Swei Liong, membre de TAPOL, organisation indonésienne pour les droits de l'homme, a, pour sa part, parlé de la lutte du peuple timorais et du soutien que lui apporte l'opposition au régime de Suharto en Indonésie même.

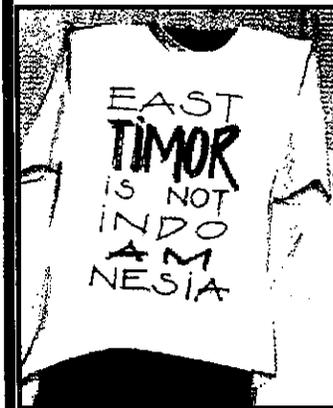
Paulette Pierson-Mathy, professeur à l'ULB et membre de la Plate-forme des juristes pour Timor-Oriental, a rappelé les questions de droit international en jeu.

Plusieurs députés belges ont souligné que le programme de coopération entre la Belgique et l'Indonésie a été suspendu du vu le non respect des droits de l'Homme, notamment à Timor, par le gouvernement de Djakarta, mais que ce geste ne devrait pas passer "en stoemelings", qu'il faudrait exprimer clairement les raisons de ce refus.

Ils ont indiqué leur intention de faire part au gouvernement de ce point de vue.

Un député d'Agalev, Hugo Van Dieren, a notamment proposé l'embargo des ventes d'armes à l'Indonésie.

**POUR NOEL
OFFREZ-VOUS UN T-SHIRT
OU UNE CARTE POSTALE**



soutenez le
combat
du peuple
de
Timor

TIMOR clips

Bulletin d'information
édité par S.O.S. TIMOR

Abonnements
10 numéros - 200 FB
Par virement au compte
SOS TIMOR
210 - 0751861 - 66
(Mention TIMOR CLIPS)

Pour nous contacter
BP 39 - 1040
BRUXELLES 42

Oui, je voudrais commander t-shirts (500 FB l'unité)
dont blanches, noires

Oui, je voudrais commander cartes postales (25 FB)

Je paie par chèque par virement au compte 210-0751861

LE RAPPORT D'AMNESTY INTERNATIONAL

Nous reproduisons ci-dessous des extraits concernant l'Indonésie et Timor-Oriental du rapport d'Amnesty International pour l'année 1993.

Plus de 180 opposants présumés étaient des prisonniers d'opinion avérés ou probables. Une trentaine d'entre eux ont été condamnés au cours de l'année. Au moins 300 autres prisonniers politiques purgeaient des peines d'emprisonnement de longue durée prononcées à l'issue de procès inéquitable. En outre, des centaines de personnes soupçonnées d'être opposées au gouvernement ont été arrêtées et placées en détention sans inculpation ni jugement pendant des périodes pouvant atteindre deux ans. Il est à craindre qu'un grand nombre de ces détenus aient "disparu". Prisonniers politiques, manifestants non violents et suspects de droit commun ont fréquemment fait l'objet de tortures ou de mauvais traitements. Certains sont morts des suites des sévices qu'ils avaient subis. Les forces gouvernementales ont exécuté de façon extrajudiciaire de nombreuses personnes soupçonnées d'être favorables à l'indépendance de l'Aceh et du Timor oriental. Deux personnes au moins ont été condamnées à mort. Un condamné reconnu coupable de meurtre a été exécuté. Il y avait au moins 33 détenus dans les quartiers des condamnés à mort. Le gouvernement a obtenu une large majorité lors d'élections générales marquées par les fraudes, ainsi que par les manœuvres d'intimidation et les arrestations visant les représentants de l'opposition. Au lendemain de cette consultation, le président Suharto a été proposé pour un sixième mandat consécutif. Comme par le passé, il était le seul candidat en lice.

Le gouvernement était toujours confronté à des mouvements revendiquant, soit pacifiquement, soit les armes à la main, l'indépendance de l'Aceh, du Timor oriental et de l'Irian Jaya. Le chef de la résistance au Timor oriental a été arrêté en novembre. Bon nombre de ses partisans et des membres de sa famille ont été interpellés peu après. Tous ont été placés en détention au secret pendant plus de quinze jours et certains ont été torturés.

Un envoyé personnel du secrétaire général des Nations unies s'est rendu au Timor oriental en février, afin d'obtenir des éclaircissements concernant le massacre de novembre 1991, au cours duquel plus d'une centaine de personnes avaient trouvé la mort (cf. Rapport annuel 92). La Commission des droits de l'homme des Nations unies, dans une déclaration adoptée par consensus en mars, et la Sous-commission de la lutte contre les mesures discriminatoires et de

la protection des minorités, dans une résolution prise en août, se sont dites préoccupées par la poursuite des violations des droits de l'homme au Timor oriental; elles ont instamment prié le gouvernement de faciliter l'accès sur place des organisations humanitaires et de défense des droits de l'homme. Selon

Le gouvernement a affirmé sa volonté de mettre en application les recommandations relatives aux droits de l'homme formulées par divers organismes des Nations unies et a notamment pris un certain nombre de mesures visant à améliorer son image en la matière. Toutefois, il n'a pas fondamentalement modifié son attitude répressive vis-à-vis des opposants politiques.

un compte rendu rédigé par le rapporteur spécial des Nations unies sur la torture, les forces gouvernementales indonésiennes pratiquaient systématiquement la torture.

• TOUJOURS LA REPRESSION

Le gouvernement a affirmé sa volonté de mettre en application les recommandations relatives aux droits de l'homme formulées par divers organismes des Nations unies et a notamment pris un certain nombre de mesures visant à améliorer son image en la matière. Toutefois, il n'a pas fondamentalement modifié son attitude répressive vis-à-vis des opposants politiques. Au mois d'août, l'organe législatif national a créé un comité des droits de l'homme. En décembre, le gouvernement a fait part de son intention de mettre en place une commission indépendante des droits de l'homme. Néanmoins, il n'a pas levé les restrictions qui pesaient sur les personnes souhaitant se rendre au Timor oriental ou dans certaines régions de l'Indonésie. Par conséquent il était toujours quasiment impossible de connaître la situation des droits de l'homme dans ces zones.

Quelques responsables du gouvernement se sont prononcés en faveur d'une certaine ouverture politique de principe. D'autres, tels le président de la République et le commandant en chef des forces armées, ont mis en garde leurs concitoyens contre certaines "idéologies étrangères", comme le communisme ou

le libéralisme, qui, selon eux, constitueraient une menace pour la sécurité nationale. Les organisations de défense des droits de l'homme qui avaient dénoncé le massacre de novembre 1991 au Timor oriental ont été accusées de servir les intérêts de puissances étrangères. Certaines ont même été menacées de sanctions légales. (...)

Les cas de poursuites judiciaires pour violation des droits de l'homme restaient l'exception. A la suite d'enquêtes officielles menées sur le massacre de novembre 1991, 10 responsables militaires ont cependant été traduits devant un tribunal des armées pour manquement à la discipline. Ils ont été condamnés à des peines de huit à dix-huit mois d'emprisonnement. Alors qu'une centaine de personnes, peut-être davantage, avaient été tuées pendant et après ce massacre, aucun des 10 prévenus n'a été inculpé de meurtre. Un responsable militaire a été jugé dans le cadre d'une autre affaire, survenue en mars 1990. Poursuivi en raison de son rôle dans la torture et le meurtre de Cândido Amaral, au Timor oriental (cf. Rapport annuel 91, 92), il a été condamné à deux mois d'emprisonnement. Quelques rares policiers ont également été reconnus coupables d'avoir tué ou torturé des suspects de droit commun, mais ils n'ont été condamnés, le plus souvent, qu'à de légères peines d'emprisonnement.

• PRISONNIERS D'OPINION

Au moins 180 opposants supposés étaient des prisonniers d'opinion avérés ou probables. Une trentaine ont été condamnés au cours de l'année. On comptait parmi eux des indépendantistes du Timor oriental, de l'Aceh ou de l'Irian Jaya, des militants islamistes, d'anciens membres du PKI, des étudiants et des défenseurs des droits de l'homme.

Parmi tous les Timorais arrêtés à la fin de 1991, 13 au moins étaient vraisemblablement des prisonniers d'opinion. Accusés de subversion, quatre d'entre eux ont été condamnés à des peines allant de neuf ans d'emprisonnement à la détention à perpétuité. Francisco Maria Branco et Gregório da Cunha Saldanha ont été respectivement condamnés à quinze ans d'emprisonnement et à la détention à perpétuité pour avoir organisé, à Dili, en novembre 1991, une manifestation indépendantiste pacifique. Neuf autres ont été condamnés à des peines plus légères pour avoir eu ↵

⇒ exprimé publiquement des sentiments d'hostilité envers le gouvernement. Deux prisonniers politiques timorais condamnés en 1984 à l'issue de procès iniques ont été libérés en septembre, mais trois de leurs camarades, condamnés à la même époque, ont été maintenus en prison à Djakarta.

Une bonne vingtaine de partisans présumés du mouvement Aceh Merdeka, un groupe arme d'opposition luttant pour l'indépendance de l'Aceh et d'autres parties de l'île de Sumatra ont été condamnés pour subversion à des peines atteignant vingt ans d'emprisonnement. Certains d'entre eux étaient apparemment des prisonniers d'opinion. (...)

Plus d'une centaine de prisonniers politiques de l'Irian Jaya, dont au moins 70 prisonniers d'opinion, étaient toujours en détention. On leur reprochait d'avoir prôné l'indépendance de leur territoire. La plupart d'entre eux étaient détenus dans l'est de Java, à plus de 2500 kilomètres de chez eux ce qui rendait difficiles les visites des familles. (...) Sur les quelque 300 militants islamistes emprisonnés, parfois à vie, pour subversion, une cinquantaine, au moins, seraient des prisonniers d'opinion. Parmi eux figurait Abdul Fatah Wiranagapati, condamné en juin à huit années d'emprisonnement pour avoir porté atteinte à l'idéologie de l'Etat [connue sous le nom de pancasila] et pour avoir cherché à établir un Etat islamique. (...)

● PROCES POLITIQUES NON CONFORMES AU DROIT

Les procès politiques, notamment ceux qui se sont tenus en vertu de la loi contre la subversion, dont la formulation est des plus vagues, n'étaient pas conformes aux normes internationales d'équité ni au Code de procédure pénale indonésien. Ainsi, dans bon nombre de procès politiques qui ont eu lieu en Aceh ou au Timor oriental, les prévenus avaient été placés au secret pendant plusieurs mois. Ils avaient été torturés et n'avaient pas eu le droit de consulter l'avocat de leur choix. Certains prévenus ont été reconnus coupables sur la seule foi d'aveux ou de témoignages non corroborés qui auraient été extorqués sous la contrainte.

Certains opposants présumés avaient été détenus pendant plus de deux ans avant d'être officiellement inculpés et des centaines d'autres ont été détenus sans inculpation ni jugement. Ces derniers n'ont pu voir ni leur famille ni leur avocat. De nombreux Timorais avaient été interpellés à la suite du massacre de novembre 1991. Au moins 45 d'entre eux ont été détenus à Dili et à Djakarta, sans jugement ni inculpation, pendant plus de trois mois. Des cen-

taines d'autres ont été placés en détention au secret au cours des semaines qui ont précédé l'anniversaire du massacre, ainsi qu'au lendemain de la capture, le 20 novembre, de Xanana Gusmão, le chef de la résistance du Timor oriental. (...)

● LES "DISPARUS"

Un grand nombre de personnes considérées comme des opposants au gouvernement auraient "disparu" en Aceh et au Timor oriental. En outre on était toujours sans nouvelles de nombreux individus arrêtés au cours des années précédentes. C'était notamment le cas de Mohamad Jafar Abdurrahman Ed, interpellé en août 1990 en Aceh-Nord parce qu'on le soupçonnait d'avoir aidé le mouvement Aceh Merdeka. Les autorités militaires ont affirmé par la suite qu'il n'était pas entre leurs mains et ont refusé de donner des éclaircissements sur son sort. De même, le gouvernement n'a jamais expliqué ce qu'il était advenu d'une centaine de personnes "disparues" depuis le massacre survenu au Timor oriental au mois de novembre 1991. Des témoins et des proches des "disparus" estimaient que bon nombre de ces derniers avaient en fait été tués et qu'ils avaient été enterrés clandestinement.

La torture et les mauvais traitements à l'encontre des détenus politiques constituaient toujours une pratique courante. (...)

Parmi les centaines d'opposants présumés, arrêtés en novembre au Timor oriental, un certain nombre auraient été torturés par l'armée. Enrique Belmiro Guterres a ainsi été hospitalisé après que ses tortionnaires lui eurent arraché les ongles et brisé les mains. Un autre détenu, Jorge Manuel Araújo Serrano, serait mort des suites des tortures qu'il aurait subies.

Des suspects de droit commun, des grévistes, des manifestants pacifiques et des personnes appartenant à la population pauvre des villes ont également fait l'objet de tortures et de mauvais traitements; certains sont morts de ces sévices. Sofyan Lubis, par exemple, un jeune cireur de chaussures de seize ans, est mort en prison au mois de septembre. Accusé d'avoir volé des vêtements, il avait été incarcéré dans la prison pour enfants de Tanjung Gusta, à Medan. Les agents de l'administration pénitentiaire ont prétendu qu'il était tombé soudainement malade et qu'il était mort pendant son transport à l'hôpital. Un rapport d'autopsie indique pourtant que la mort n'était pas "naturelle". Selon des membres de la famille et des avocats, le corps du jeune homme présentait des traces évidentes de torture. (...) Une enquête menée par le

ministère de la Justice a conclu en novembre que Sofyan Lubis n'était pas mort des suites de torture. Toutefois, lorsque ces conclusions ont été contestées par des médecins et par la famille du défunt, le ministère a reconnu que son rapport n'était pas précis(...)

Plus d'une trentaine de suspects de droit commun ont été abattus par la police de Djakarta, en application des directives édictées en 1989 par le préfet de police de la capitale, qui recommandait aux membres des forces de sécurité de tirer à vue. Au mois de septembre, des responsables de la police de Djakarta ont affirmé avoir été "forcés" d'abattre Heri Gunawan, un individu soupçonné d'avoir commis un vol qualifié, alors que celui-ci tentait de prendre la fuite. Selon la police, le suspect aurait tout d'abord été atteint d'une balle dans le dos, puis de deux balles dans la tête. En septembre également, lors du sommet des pays non alignés à Djakarta, les autorités militaires ont aussi menacé de tirer à vue sur quiconque sèmerait le trouble. (...)

● DJAKARTA FAIT LA SOURDE OREILLE

Tout au long de l'année, Amnesty International a demandé la libération des prisonniers d'opinion. Elle a également insisté pour que les autres prisonniers politiques soient jugés équitablement ou, à défaut, remis en liberté. L'Organisation a en outre exhorté le gouvernement à prendre de toute urgence des mesures pour mettre un terme à la torture, aux exécutions extrajudiciaires et aux "disparitions".

Lors de rencontres et d'échanges de lettres avec des représentants du gouvernement Indonésien, l'Organisation a de nouveau exprimé son souhait de se rendre en Indonésie et au Timor oriental. Le gouvernement a répondu qu'il respectait la loi, et qu'Amnesty International ne devait pas s'ingérer dans les affaires intérieures de l'Indonésie. Dans un rapport publié au mois de février sous le titre "Indonésie et Timor oriental. Santa Cruz: la réaction du gouvernement", Amnesty International critiquait l'attitude des autorités indonésiennes après le massacre de novembre 1991. L'Organisation lançait un nouvel appel pour qu'une enquête internationale impartiale soit menée concernant cette affaire et ses suites. Amnesty International a publié au mois de juillet un autre document, intitulé "Indonésie et Timor oriental. L'opposition étouffée", dans lequel elle résumait ses principales préoccupations concernant la situation des droits de l'homme dans la région. □

L'île-prison

Jamais auparavant l'évêque de Dili n'avait été aussi clair que maintenant: «Nous ne vivons pas en démocratie». «C'est la dictature». Diffusés le 23 septembre par l'agence portugaise Lusa, ces mots de D. Ximenes Belo ont été recueillis par Ragnar Hedlund, un journaliste suédois qui accompagnait les députés pendant leur séjour à Timor. Leur répercussion dans les médias ne cesse de croître.

Nous vivons «comme si nous étions en prison», a déclaré D. Ximenes Belo. L'évêque de Dili ne laisse aucun doute sur son positionnement politique en ce qui concerne Timor. Quiconque en douterait, n'a désormais plus de justification. Le prélat est clair dans ses propos: «Ici, il n'y a pas de démocratie, c'est la dictature. Nous n'avons ni liberté d'expression ni d'opinion. Notre vie, c'est comme si nous étions en prison.»

Le représentant de l'Eglise catholique à Dili considère qu'il est nécessaire de «trouver une solution, quelle qu'elle soit» pour ce territoire occupé par l'Indonésie depuis 1975. Il a ajouté: «Nous souffrons depuis plus de 17 ans et ça ne peut pas continuer. Ce n'est pas une situation digne d'un être humain.»

Chaque jour de nouvelles plaintes

L'évêque se dit clairement opposé aux troupes d'occupation in-

donésiennes: «Il faut que cette organisation militaire quitte l'île. Il faut que les gens puissent parler librement, se déplacer librement, il faut établir une situation claire, de paix, de liberté et de démocratie.»

Ces mots révèlent la vision politique constructive d'un homme de religion qui sait qu'il ne peut ni ne doit tergiverser avec les principes en acceptant la loi du plus fort. Il dénonce: «Je reçois beaucoup de plaintes de la population, chaque jour, partout où je vais». «L'insécurité est grande, les gens ne peuvent pas se déplacer. Dans certains villages, les villageois ne peuvent même pas se déplacer de deux kilomètres, jusqu'à leurs champs de riz et de café.»

Pour D. Ximenes, la vie quotidienne des opposants à l'annexion indonésienne est «très difficile, car ils n'ont pas d'emploi, leurs foyers sont fouillés, les agents des services secrets les recherchent même pendant la nuit. La fonction publique leur est interdite, leurs enfants ne peuvent pas poursuivre leurs études.»

Après le massacre de Santa Cruz

perpétré le 12 novembre 1991, la situation ne s'est pas améliorée. Les militaires indonésiens sont toujours à la recherche des gens ayant pris part à la manifestation qui a été à l'origine du massacre. Certains de ces gens «continuent de se réfugier dans les villages». Les Timorais «ont peur de la vengeance des militaires, des interrogatoires, ils craignent d'être torturés et battus. Il y a encore beaucoup de gens qui cherchent toujours les corps de leurs enfants. Parfois des gens viennent me parler et me disent: mon fils continue porté disparu.»



L'homme qui parle est un homme qui vit là, sur place, depuis longtemps, qui a tout vu, qui a tout souffert dans son impuissance, qui a tout essayé pour que son peuple ait un peu de paix; c'est un homme qui sait que le silence profite toujours à l'opresseur. Et qui accuse. Pour plus d'éclaircissements sur ce sujet, il recommande au journaliste suédois

d'aller interroger les chefs militaires indonésiens: «Peut-être que les militaires les savent, eux, où se trouvent les corps des disparus, ou les endroits où ils se cachent. Demandez plutôt aux militaires.»

Le "non" à l'intégration

En ce qui concerne la possibilité d'organiser un référendum pour définir l'avenir du territoire - ce qu'il avait déjà défendu en d'autres appels à la communauté internationale - D. Ximenes s'est montré partisan de cette solution; il a admis que la victoire du "non" contre l'intégration dans l'Etat indonésien est possible, c'est-à-dire, il a défendu un référendum dont l'issue serait favorable à l'autodétermination de Timor.

Cependant, l'évêque de Dili lance un appel à la communauté internationale, afin que celle-ci exerce d'avantage de pression sur les autorités de Djakarta, car «malgré le soutien d'une grande partie des pays occidentaux, du gouvernement suédois, du gouvernement des Etats Unis ... il est très difficile de dire quelle sera la solution et comment elle deviendra possible.»

MANIFESTATIONS A DILI

Pour la première fois depuis 1991, de jeunes Timorais ont manifesté le 22 juillet 1993. Lors de la messe célébrée à la cathédrale de Dili, à l'occasion de la visite de Mgr. Pietro Sambi, ambassadeur du Vatican à Djakarta, 40 jeunes se sont rassemblés à l'extérieur et, lorsque les participants à la messe sont sortis, certains ont crié en portugais: Vive Timor oriental! Vive Xanana!, tandis que d'autres ont déployé des banderoles sur lesquelles était inscrit en anglais: "Intégration non! Indépendance oui!". Dans les minutes qui suivirent, des troupes indonésiennes sont arrivées et ont dispersé la manifestation et arrêté 26 personnes. (in Timor Informations publié par l'Association de Solidarité avec Timor-Oriental-Paris).

□

DES PRISONNIERS Timorais éloignés du pays. Presque tous les prisonniers timorais, notamment Gregório Saldanha condamné à prison à vie, ont été transférés dans diverses prisons d'Indonésie. Les militaires qui occupent le territoire cherchent à éviter tous les contacts avec des délégations parlementaires ou des envoyés du Secrétaire Général de l'ONU. Les prisonniers politiques timorais se voient ainsi privés de tout contact avec leurs familles et les ONG.

Dans son bulletin d'octobre, TAPOL dénonce cette nouvelle violation de la 4ème Convention de Genève, qui interdit tout transfert de prisonniers "du territoire occupé vers celui de la puissance occupante".

□

LETTRÉ DE FEMMES timoraises à Hilary Clinton. Une lettre signée par 48 femmes timoraises demande à l'épouse du Président des EUA de défendre leur cause et la cause de leur peuple. Elles enjoignent au gouvernement indonésien "de leur rendre les corps de leurs enfants" morts ou disparus dans la tragédie du 12 novembre 1991 et se déclarent prêtes à tenir en vie "la flamme de la résistance, qui nous identifie comme un peuple libre". (in Bulletin n° 119-octobre de TAPOL, UK.)

□

LES AUTORITES INDONESIENNES ont interdit l'utilisation du portugais dans les émissions de Radio Timor Kmánek. Cette radio d'orientation catholique qui a débuté ses émissions au mois de juillet, ne pourra utiliser que la langue indonésienne (baas) et quelques programmes seulement seront diffusés en tetum (la langue parlée à Timor-Oriental).

EUA

La Commission des Relations Extérieures du Sénat américain a approuvé à l'unanimité, le 8 septembre, un amendement du sénateur Russell Feingold visant à empêcher la vente d'armes à l'Indonésie si ce pays ne respecte pas les droits de l'homme à Timor. Feingold a déclaré que l'amendement "délivre un message important envers l'Indonésie. C'est la première fois qu'une vente d'armes est liée au respect des droits de l'homme".

Edi Sudrajat, ministre indonésien de la défense a déclaré: "Si le gouvernement américain ne veut pas nous vendre des armes, nous les achèterons à l'Angleterre, à l'Allemagne, à la France et à la Russie".

43 sénateurs avaient déjà demandé au Président Clinton de discuter avec Suharto la situation des droits de l'homme à Timor - ce qu'il a fait à Tokyo la veille du Sommet du G7 en juillet. Dans leur lettre, les sénateurs disaient que "les EUA devaient revoir leur politique vis-à-vis de Timor en vue de favoriser des négociations sérieuses et de modifier l'inacceptable status quo actuel".

NORVEGE

En Norvège, la Fondation Rafto a attribué le 11 octobre le prix des droits de l'homme au peuple Timorais "en reconnaissance des 18 années de résistance à l'occupation indonésienne".

APPEL

Un appel signé par les prix Nobel de la paix Desmond Tutu et le Dalai Lama, entre autres, a été adressé au Secrétaire Général de l'ONU pour demander la libération de Xanana Gusmão.

COMMISSION EUROPEENNE

"La Commission Européenne n'a pas l'intention de proposer un embargo sur les armes et les munitions à l'encontre de l'Indonésie", a déclaré le commissaire chargé de la coopération. Manuel Marín répondant à une question d'un député européen devant l'assemblée paritaire ACP-CE, le 5 octobre. Auparavant, le commissaire avait affirmé que "la CE serait inflexible avec les pays ACP qui ne respecteraient pas les droits de l'homme."

Congrès du Golkar en Indonésie

Militaires contre civils?

Le régime de Suharto montre ses premières lézardes. Un conflit entre militaires et civils est apparu au sein même du Golkar, le parti qui incarne le pouvoir à Djakarta. Pour la première fois, un congrès de ce parti a placé un civil à sa tête, M. Harmoko, un inconditionnel de Suharto. Voici un compte-rendu de la situation paru récemment dans "Le Monde".

(...) Ce congrès du Golkar présente autant plus d'intérêt que, si la succession de M. Suharto est loin d'être ouverte - son mandat ne prendra fin qu'en 1998, - chacun y pense, à commencer par les dirigeants des forces armées, dont les responsabilités politiques, inscrites dans la Constitution, font un peu plus que par le passé l'objet d'un débat public.

"Il y a des menaces, des défis et des obstacles qui ne peuvent être prévenus et surmontés que par des moyens non militaires, par le développement politique, économique et culturel", a pour sa part déclaré le président, dans un discours prononcé le 5 octobre, à l'occasion justement du quarante-huitième anniversaire des forces armées. En septembre, la presse avait rapporté que le chef de l'Etat avait déjà demandé aux militaires, lors d'une réunion privée avec des généraux d'active et en retraite, d'éviter les conflits internes.

De son côté, l'un des vétérans de l'armée, le général Nasution - tenu à l'écart pendant longtemps pour avoir signé la "pétition des 50", un manifeste d'opposition au régime, - a effectué une rentrée remarquée en appelant les forces armées à "repenser leur place en politique", un texte publié par le *Jakarta Post* le 5 octobre. L'ancien héros de la guerre d'indépendance, qui fut également président de l'Assemblée provisoire consultative du peuple et chef d'état-major, a également reçu à son domicile les chefs actuels des forces armées et rencontré le président Suharto.

Il est vrai que le climat politique s'est un peu détendu ces derniers mois, surtout depuis que M. Suharto, dans son "adresse à la nation" de la mi-août, à l'occasion de l'anniversaire de l'indépendance a déclaré que "les différences d'opinion contribueront à renforcer un consensus qui sera dans l'intérêt de tous". La presse, pour sa part, se sent les coudés un peu plus franches et lance quelques appels pour davantage de démocratie.

Le rôle politique des militaires pourrait-il en être remis en cause? Depuis la controverse sur le massacre par les soldats d'une cinquantaine au moins de Timorais, à Dili, en 1991, l'armée se sent davantage sur la défensive. Fait significatif, quatre officiers (deux militaires et deux policiers) viennent d'être démis de leurs fonctions à la suite de la mort

de quatre manifestants, tués le 25 septembre lorsque les forces de sécurité ont tiré sur une foule protestant contre la construction d'un barrage. L'armée se retrouve donc sur la défensive, surtout avec l'émergence, après plusieurs années de prospérité, de classes moyennes. Certains font même aux militaires le procès de ne pas vivre avec leur temps.

Les forces armées n'ont pas, pour autant, décidé de se retirer du devant de la scène. Elles ont déjà obtenu en mars que leur candidat, le général Try Sutrisno, soit élu à la vice-présidence, ce qui en fait le deuxième personnage de l'Etat et, en toute logique, l'éventuel successeur du président en place. Au sein du Golkar, leur influence est également prédominante. Il reste à voir si les généraux s'accommoderont de la candidature à la présidence du mouvement de M. Harmoko, ministre de l'information, et qui aurait le soutien de M. Suharto, pour remplacer le général Wahono.

S'ils s'opposent à cette candidature, les choses seront claires. En revanche, s'ils l'acceptent, ce sera la première fois qu'un civil accèdera à la direction du Golkar. Mais dans ce cas de figure, il serait bien prématuré de conclure que les forces armées sont prêtes à jouer un rôle politique plus effacé (...).

J.-C. P. Le Monde, 22.10.93

Du nouveau au Japon

Le chef du gouvernement japonais a confirmé son accord "sur la nécessité de respecter les droits de l'homme dans le territoire de Timor et sur le principe de l'autodétermination". Hosokawa a fait ces déclarations à l'issue de la visite du Président de la République portugaise au Japon.

Récemment le gouvernement de Tokyo, qui soutenait l'Indonésie, a changé sa position, décidant de s'aligner désormais sur la position de l'ONU et de suivre ses résolutions. Cette évolution est sans doute due à la participation au nouveau gouvernement du ministre d'Etat Satsuki Eda, depuis toujours défenseur des droits des Timorais.